

**CYCLE DE LA PEUR ET DE LA VIOLENCE AU BRÉSIL. L'EXEMPLE D'UN
PROJET COMMUNAUTAIRE DE SÉCURITÉ**

*CYCLE OF FEAR AND VIOLENCE IN BRAZIL. THE EXAMPLE OF A COMMUNITY
SECURITY PROJECT*

*CICLO DO MEDO E DA VIOLÊNCIA NO BRASIL. O EXEMPLO DE UM PROJETO
COMUNITÁRIO DE SEGURANÇA*

Alix Macadré¹

Résumé

À partir d'une ethnographie d'un projet communautaire de sécurité dans un quartier de classe moyenne / haute de Natal (RN), cet article vise à lancer un regard critique sur les dynamiques de marginalisation et ségrégation urbaine de certains groupes sociaux. Je développe ainsi l'hypothèse que, si le projet "Vizinhança solidária e Batalhão participativo" permet une amélioration de la sécurité du quartier Conjunto dos Professores, il s'érige également, au travers de ses mécanismes et des discours de ses participants, comme un outils de plus dans l'arsenal de ségrégation et de marginalisation dont dispose les classes privilégiées et s'inscrit ainsi dans le cycle brésilien de la peur et de la violence.

Mots-clés: Cycle; Peur; Violence; Sécurité; Brésil.

Abstract

Based on the ethnography of a community project of safety within a medium/high class neighborhood of Natal (RN), this article attempts to look in a critical way the dynamics of marginalization and urban segregation of some social groups. I develop, thus, the hypothesis that, despite offering an improvement in security in the Set of Teachers, the project "Solidary Neighborhood and Participative Battalion" puts itself, through its own mechanisms and the discourses of its members, as another tool in the arsenal of segregation and marginalization at the disposal of the privileged classes and makes itself a place of fear and violence in Brazilian's cycle.

Keywords: Cycle; Fear; Violence; Security; Brazil.

¹ Université de Bretagne Occidentale.

Resumo

A partir da etnografia de um projeto comunitário de segurança dentro de um bairro de classe média/alta de Natal (RN), esse artigo tenta olhar de maneira crítica as dinâmicas de marginalização e segregação urbana de alguns grupos sociais. Desenvolvo, assim, a hipótese de que, apesar de oferecer uma melhora na segurança no Conjunto dos Professores, o projeto “Vizinhança Solidária e Batalhão Participativo” se coloca, por meio dos seus próprios mecanismos e dos discursos dos seus integrantes, como mais uma ferramenta no arsenal de segregação e marginalização à disposição das classes privilegiadas e se faz assim um lugar no ciclo brasileiro do medo e da violência..

Palavras-chave: *Círculos; Medo; Violência; Segurança; Brasil.*

13 mai 1888, la Loi d'Or, proclame définitivement l'abolition de l'esclavage. Les noirs du Brésil sont officiellement libres. Reste à savoir que faire de cette liberté. Certains décident de rester travailler dans les plantations. Ils recevront désormais un salaire contre leurs efforts. D'autres tentent leur chance vers la ville. Ils ne possèdent presque rien et vont commencer une nouvelle vie, à partir de zéro. Dans les jeunes métropoles de ce début de XXème siècle, ils construisent alors des baraquas de fortunes là où il reste de la place : à flanc de colline à Rio de Janeiro, Belo Horizonte ou Salvador ou à la marge des centres urbains à São Paulo, Recife ou Fortaleza. La Périphérie brésilienne est née. Après quatre siècles d'humiliation, le XXème sera celui de la marginalisation et de la ségrégation. L'esclavage a disparu mais le capitalisme s'en accommode à merveille. La population noire continue de fournir la main d'oeuvre nécessaire aux travaux ingrats. La différence : la classe blanche privilégiée ne nourrit plus directement les employés. Ces derniers remplissent maintenant leurs assiettes eux-mêmes. *"L'argent est une nouvelle forme d'esclavage, écrivait Tolstoï, il se distingue de l'ancienne simplement par le fait qu'il est impersonnel : il n'y a pas de relation humaine entre le maître et l'esclave"*. Certes, les paramètres se reconfigurent : le marché ne distingue pas nettement les couleurs. Des blancs s'appauvrissent et se "périphérisent", des noirs s'enrichissent et rejoignent les beaux quartiers. Les tons se mélangent aussi. Mais globalement, en 2018, soit 130 ans après l'abolition de l'esclavage, et malgré l'aveuglement ou la mauvaise foi de certains, le Brésil reste un pays où, statistiquement, la couleur de peau entretient des liens étroits avec le statut social. Et pour le comprendre, il faut penser en terme d'intersectionnalités et porter un regard macro-sociologique sur

Dossiê Extensão universitária e sistema penal-penitenciário: aportes teóricos e experiências de luta, projetos e ações. V. 04, N. 1, Jan.-Dez., 2018.

la réalité de la société brésilienne : statistiquement, les marqueurs sociaux se recourent : les noirs sont pauvres, les pauvres vivent en périphérie, les gens qui vivent en périphérie sont pauvres, les pauvres sont noirs... Les termes peuvent incommoder par leur réalisme. Surtout, j'imagine, pour un lectorat français qui, abrité derrière la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen, feint avoir résolu ses différends avec les minorités, alors que le propre lexique de son titre oublie l'existence de la moitié de la population. Mais ces termes, je veux les garder. Je veux les garder justement parce qu'ils sont passés sous silence. Hypocritement. Et en particulier par les classes blanches et aisées des beaux quartiers des métropoles brésiennes. Cela fait maintenant plusieurs mois que je réalise une ethnographie de la peur de la criminalité dans un des ces quartiers, à Natal (RN). J'y ai vu de belles solidarités, d'intelligentes mesures de décentralisation de la sécurité publique et d'intéressantes initiatives citoyennes. Mais j'y ai aussi vu une grande violence symbolique, de la ségrégation poussée au point d'en devenir de l'hygiénisation et une criminalisation de certaines personnes s'appuyant sur certains marqueurs sociaux.

Pour comprendre ces violences (économiques, symboliques, institutionnelles,...) non criminalisées par le système pénal, il faut les placer, au même titre que celles que le droit punit (délictuelles, criminelles), dans un cycle de la peur et de la violence.

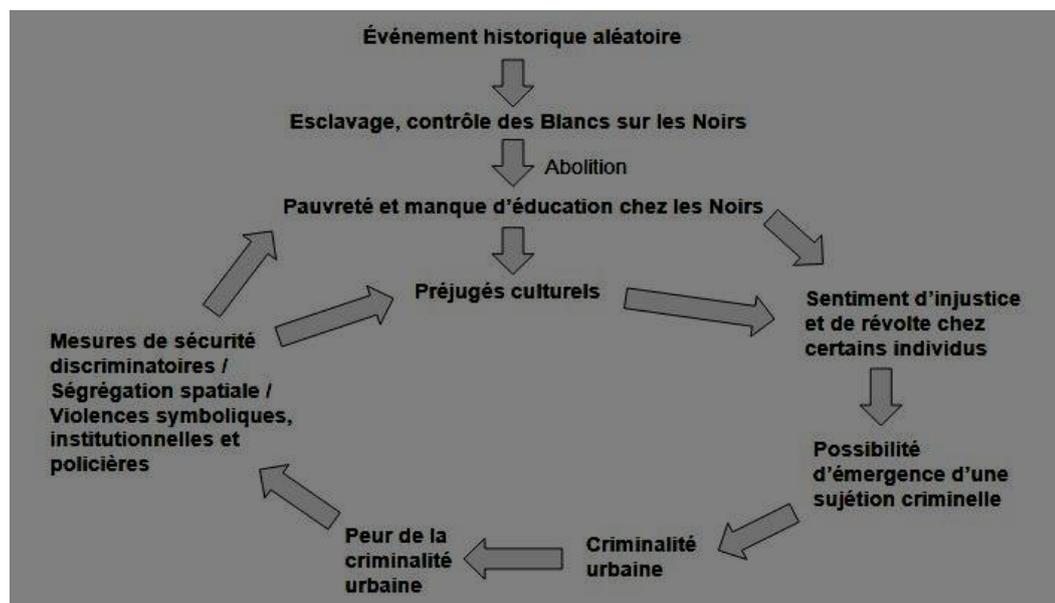
Dans son livre *Sapiens, Une brève histoire de l'humanité*, Yuval Noah Harari développe une réflexion intéressante à propos du cercle vicieux du racisme aux États-unis (HARARI, 2015). Son idée est que depuis l'existence d'événements historiques aléatoires (les différentes raisons pour lesquelles les blancs ont esclavagisé les noirs), la société américaine produit des discriminations d'ordre racial qui affaiblissent les populations discriminées. Cet affaiblissement donne ensuite lieu à des préjugés qui renforcent ces discriminations, qui affaiblissent de nouveau les populations discriminées et ainsi de suite.

De tels cercles vicieux peuvent durer des siècles, voire des millénaires, prolongeant une hiérarchie imaginaire née d'un événement historique aléatoire. Loin de s'atténuer, les discriminations injustes empirent souvent avec le temps. L'argent va à l'argent, la pauvreté entretient la pauvreté. L'éducation profite à l'éducation, l'ignorance perpétue l'ignorance. Les victimes de l'histoire ont toutes les chances d'être de nouveau victimisées. Et les privilégiés de l'histoire ont toutes

les chances d'être de nouveau privilégiés. (HARARI, 2015, p.174).

Je voudrais reprendre ici ce cercle vicieux du racisme (qui circule de manière relativement similaire au Brésil et aux États-Unis) et le juxtaposer à un cycle de la peur et de la violence qui me semble exister au sein de la société brésilienne. Je souhaiterais ainsi avancer l'idée qu'à partir d'événements historiques aléatoires (domination coloniale sur le continent africain, esclavage des noirs, traite négrière,...) et suite à l'abolition définitive en 1888, la société brésilienne a créé les conditions d'émergence d'une criminalité urbaine² majoritairement noire, pauvre et périphérique (ou périphérisée) qui se perpétue au fil des années, dans des conditions favorables à sa reproduction et sans réelle mesure qui pourrait la limiter. Au contraire, à part peut-être la politique des quotas à l'université ou quelques mesures de réduction des inégalités et de la pauvreté, la plupart des réponses apportées à la criminalité urbaine, motivées par la peur de celle-ci et par une demande de résolution à court terme, semblent favoriser sa reproduction.

Graphice 1 : Cycle de la peur et de la violence au sein de la société brésilienne



Ce schéma ne doit pas être appréhendé comme une tentative d'apporter une

²: L'expression « criminalité urbaine » servira dans cet article à désigner principalement les vols à main armée (souvent pratiqués à moto) qui ont cours dans les rues des quartiers sud de Natal.

explication systématique et figée de la réalité de la violence au Brésil. Il faut au contraire le lire comme un support, une aide méthodologique rudimentaire qui résume et condense cette réalité et en ce sens fait l'impasse sur de nombreux facteurs qui y trouveraient leur place. D'autre part, si la forme circulaire a tendance à symboliser la répétition à l'infini et la fermeture sur soi, il me semble évident que la complexité des phénomènes sociaux ne peut être enfermée ni dans le temps ni dans l'espace au sein d'un dessin si succinct. Je le répète ce schéma n'a pas d'intention normative. Il fût élaboré avec la simple ambition de démêler et cibler certains phénomènes généraux.

L'objectif de cet article est alors de proposer une illustration de quelques segments de ce cercle vicieux, à partir notamment d'une analyse des pratiques et des discours de certains participants à un conseil communautaire de sécurité d'un quartier de Natal (RN). L'ethnographie sur laquelle il s'appuie a été réalisée par mes soins entre mars 2017 et janvier 2018. Tous les entretiens sur lesquels je m'appuierai ici ont été enregistrés sinon filmés et ont été conduits de manière libre ou semi-directive.

Le Conjunto dos Professores est un sous-quartier de Capim Macio, lui-même quartier de la Zone Sud de Natal. Ensemble résidentiel constitué principalement de maisons à un ou deux étages, il affiche des valeurs au mètre carré parmi les plus élevées de la capitale. En 2009, sa population était estimée à 1024 habitants³.

En raison du constat des défaillances des autorités publiques dans leur rôle de prévention des actes criminels et des insuffisance des services proposés par le marché privé de la sécurité, les habitants du Conjunto dos Professores ont accepté avec enthousiasme, en mars 2016, la mise en place, dans leur quartier, d'un projet intitulé "*Vizinhança solidária e Batalhão participativo*" (Voisinage solidaire et Bataillon participatif). L'initiative, prise par le Colonel Major Lima en réponse à une demande de la *Secretaria de Estado da Segurança Pública e da Defesa Social*, s'articule autour de trois axes principaux : unir les habitants d'un quartier à travers l'objectif sécuritaire ; rapprocher fortement citoyens et forces de l'ordre de sorte que la surveillance et les mesures de prévention et d'intervention soient discutées et optimisées ; utiliser les nouvelles technologies pour faciliter la réussite de ces objectifs sécuritaires. Le Colonel Major Lima m'explique :

³: Conheça melhor o seu bairro - 2009. Secretaria de Meio Ambiente e Urbanismo. Departamento de Informação e estatística.

Quand nous sommes arrivés pour assumer le commandement du 5e bataillon, qui est le bataillon responsable de la sécurité de la zone sud, nous avons détecté de forts indices de crimes contre le patrimoine, c'est à dire des vols, des vols à main armée. Nous avons aussi détecté que la police avait très peu d'effectifs pour une région si grande. Pour te donner une idée, en 1998, la zone sud avait 23 voitures pour effectuer le maintien de l'ordre dans toute la zone sud. Et quand je suis arrivé il n'y en avait que 7. On a alors décidé de changer de stratégie et de passer à quelque chose de plus proactif, une police de proximité. Le projet a les caractéristiques d'une protection intégrale et de police de proximité. Les gens se réunissent en un réseau de voisinage solidaire au travers d'applications comme Whatsapp et elles identifient les personnes suspectes, les vols en cours, les séquestrations et elles appellent directement la police. La population devient les yeux et les oreilles de la police⁴ (Entretien avec le Colonel Major Lima, septembre 2017)

En pratique, dans le Conjunto dos Professores, le projet fonctionne de la sorte : environ 700 habitants, dont deux sont directement reliés à la police militaire, effectuent un contrôle continu et presque omniscient sur les rues du quartiers à l'aide de nombreuses caméras de surveillance privées et de trois groupes Whatsapp⁵ dont les règles, fréquemment rappelées, sont ainsi énoncées :

ceci sera notre principal instrument et il ne devra être utilisé qu'en cas de nécessité, lors de situations imminentes ou évidentes d'insécurité, d'urgence ou de risque. Individus ou voitures suspectes, actions criminelles réelles, demande de secours ou cas similaires... Tout type d'alertes de criminalités. (Extrait des règles d'utilisation du groupe Whatsapp "Emergencia 1")

Ainsi, lorsqu'une action criminelle est détectée ou lorsqu'un individu ou le comportement d'un individu est jugé suspect par un habitant, ce dernier en informe la communauté au travers d'un message sur le groupe Whatsapp, souvent accompagné d'une photo ou d'une vidéo prise par une caméra de surveillance⁶. Les autres participants au groupe seront ainsi prévenus du danger potentiel et pourront, en outre, partager leurs avis sur la situation. Dans la plupart des cas, les messages postés sur le

⁴: Les entretiens, réalisés en portugais, ont été traduits par l'auteur.

⁵: Étant donné qu'un groupe Whatsapp ne peut contenir que 256 participants, la communauté a réparti la population en trois groupes similaires (« Emergencia 1 », « Emergencia 2 » et « Emergencia 3 »).

⁶: Presque toutes les résidences du quartier sont équipées de caméras de surveillance privées dont certaines filment la rue.

groupe Whatsapp prennent la forme d'une demande d'identification adressée au voisinage, d'une demande d'identification par la police, d'une demande d'intervention de la police en réponse à un acte criminel ou d'une simple interrogation ou mise en garde à la vue d'un phénomène jugé étrange. Deux individus (nous les appellerons Fiona et Ricardo⁷), qui sont respectivement Présidente et Vice-Président du Conseil communautaire de sécurité, sont en lien direct avec le téléphone de la patrouille de Police Militaire en charge de la sécurité du quartier et pourront alors, si jugé nécessaire, entrer directement en contact avec celle-ci, sans avoir à passer par la centrale téléphonique de la Police Militaire.

Les résultats semblent probants. Le Vice-Président du Conseil communautaire de sécurité avance des chiffres avec un air satisfait :

Au sein même du CEOSP, la centrale téléphonique, il existe un temps d'attente de traitement pour que soit donné un ordre à une patrouille. Ce temps, il est en moyenne de 23 minutes. [...] Avec notre nouvelle manière de faire, la communauté elle-même fait le tri pour savoir quelles sont les situations où la police doit intervenir ou non, et le temps de réponse et d'arrivée de la voiture est bien plus court. Aujourd'hui, je calcule, il est de 3 minutes en moyenne. Du coup, ce qu'il se passe c'est qu'il y a beaucoup plus d'affrontement directs entre policiers et bandits dans notre région. (Entretien avec Ricardo, septembre 2017)

Le Colonel Major Lima, lui, parle d'une "réduction de 74% des indices de crimes contre le patrimoine dans certains quartiers [participant au projet]".

Si les chiffres de la criminalité urbaine ont effectivement connus une baisse au sein du Conjunto dos Professores, ce n'est pas le cas dans le reste de la métropole dont les statistiques témoignent d'une situation préoccupante⁸. Mais le projet n'a pas d'ambition globale, comme en témoignent les dires de Ricardo:

En termes pratiques, je n'ai jamais pensé, ce n'est pas à ma portée, ça ne m'intéresse pas et je sais que je ne suis pas capable, aujourd'hui, d'éliminer la criminalité ou de résoudre de manière complète et totale la criminalité ici. Du coup, en vérité, nous sommes très pratiques et très conscients que ce que nous faisons c'est éloigner de nous la criminalité. [...]. Le voleur il sort pour voler et il va voler. Mais si il

⁷: Mise à part le nom du Colonel Major Lima, tous les noms ont été modifiés pour préserver l'anonymat des interlocuteurs.

⁸: 2405 homicides en 2017 dans un État de 3,4 millions d'habitants. 1995 en 2016. 1670 en 2015. La grande majorité ont lieu dans la capitale. Données OBVIO (Observatório da Violência Letal Intencional no Rio Grande do Norte).

voit qu'ici c'est difficile, il va voler dans d'autres quartiers et pas ici. Donc ce que nous faisons c'est une migrations des bandits vers d'autres quartiers. Et ça c'est très clair pour la police ou pour les statistiques. Plus on travaille ici, plus les crimes augmentent dans les quartiers voisins. C'est fantastique, le bandit il va toujours vers le facile. C'est la caractéristique même du bandit.

Et un peu plus loin il ajoute cette phrase (qui au passage confond magnifiquement consommateur de drogue et individu pratiquant des vols) :

Le voleur quand il voit les caméras, il pense : "non, je ne vais pas utiliser de la drogue ici, je vais chercher un autre endroit." Et la drogue est vraiment un problème. Parce que quand il y a un consommateur, il va y avoir un trafiquant et ça augmente le numéro de vols et d'agressions dans la communauté. Du coup on essaye au maximum que la drogue sorte d'ici et qu'elle aille en périphérie. (Entretien avec Ricardo, septembre 2017)

Les mots sont clairs et se passeraient presque de commentaires : l'objectif, selon le Vice-Président du Conseil communautaire de sécurité, n'est pas d'éliminer la criminalité mais bien de la déplacer, la relayer vers les autres quartiers, notamment pauvres de la ville.

Et il faut mettre cette observation en relation avec deux autres faits. Quelques chiffres d'abord. Parmi les 4 grandes divisions administratives de la métropole (Zone Sud, Zone Nord, Zone Ouest, Zone Est), la Zone Nord, qui est celle dont les revenus par habitant sont les plus faibles, est aussi celle qui possède la plus grande population (environ 355 000 habitants⁹) et la plus faible quantité d'effectifs de policiers militaires par habitant, alors que c'est celle qui affiche les plus forts taux d'homicides (182 homicides recensés en 2016¹⁰). La Zone Sud, au contraire, dont la population n'excède pas les 175 000 habitants et dont les taux d'homicides sont presque comparables à ceux de pays européens (29 homicides en 2016), est sous la protection d'environ 200 policiers du 5ème Bataillon de Police Militaire¹¹. En second lieu, si le rapprochement des forces de l'ordre et des citoyens était effectivement un des axes fondamentaux du projet "*Vizinhança solidária e Batalhão participativo*", j'ai pu observé que les rapports dépassent souvent le simple rapprochement pour passer sous le joug de ce qu'on pourrait

⁹: http://natal.rn.gov.br/semurb/revistas/edicoes/artigos/novembro2016/3_ESTIMATIVA_POP_2016.pdf

¹⁰: Données OBVIO (Observatório da Violência Letal Intencional no Rio Grande do Norte).

¹¹: <http://www.tribunadonorte.com.br/noticia/batalha-es-da-pm-uma-estrutura-deficiente-para-combater-o-crime-na-capital/385464>

caractériser de tentatives stratégiques d'appropriation de la Police Militaire par les habitants du Conjunto dos Professores. La criminalité urbaine et le fort sentiment d'insécurité ressenti par les individus, joints à un sous-effectif policier et à une profession aux bas salaires, voire sans salaire¹², sont parmi les facteurs principaux qui induisent l'émergence de stratégies corruptives de la part des habitants à destination des policiers:

Ils passent la journée dans la rue, de 7h à 19h. Quand ils finissent leur service, je leur offre un repas. Parce que si tu n'offres pas quelque chose, tu n'as rien en retour. D'une certaine manière, tu dois offrir quelque chose. Donc je leur paye un repas. On ne peut pas leur donner d'argent¹³, du coup je vais quelque part, un snack par exemple, je paye en avance une quantité X et ensuite les policiers vont là-bas et mangent. On paye le déjeuner aussi, j'en paye un par semaine dans un restaurant, selon le nombre de personnes qui vont déjeuner. La semaine dernière ils étaient 6, 6 policiers. Et j'ai réussi à négocier un autre déjeuner. Donc deux déjeuners par semaine. [...]. Il faut leur offrir quelque chose tu comprends. Ils ne viennent pas parce qu'ils sont fonctionnaires, parce qu'ils sont de la police militaire ou parce qu'ils ont la responsabilité de venir. Non. Parce qu'il y a plein de quartiers. Rien que dans la Zone Sud il y a douze quartiers qu'ils doivent surveiller. (Entretien avec Fiona, octobre 2017)

Outre ces offres de repas, la communauté organise régulièrement des événements au profit de la police militaire : petit-déjeuner sur la place de l'église, fête des enfants de policiers, anniversaire du bataillon,... Et fin 2017, lorsque les polices civiles et militaires de Natal initièrent une grève qui allait durer plus des trois semaines en réponse à des salaires en retard de trois mois, plusieurs communautés de quartiers de la Zone Sud (Conjunto dos Professores en tête) s'unirent pour venir en aide aux policiers du 5ème bataillon, arrivant à réunir une somme de plus de 6000 reais¹⁴ et à leur pourvoir environ 250 "cestas basicas"¹⁵.

Si derrière le discours "officiel" qui est celui de *"remercier la police pour le travail qu'ils font dans notre communauté"*, existent en réalité de véritables stratégies

¹²: Fin 2017, les policiers (mais aussi les pompiers et les enseignants) restèrent impayés pendant 3 mois, ce qui mena à une grève illégale des forces de l'ordre qui dura plus de trois semaines.

¹³: Après m'avoir confié, dans cet entretien, ne pas donner de pot-de-vins aux policiers, Fiona l'a pourtant fait devant moi quelques jours plus tard.

¹⁴: 6000 Reais équivaut en janvier 2018 à environ 1600€.

¹⁵: Les "cestas basicas" sont des sacs d'une vingtaine de kilos, remplis d'aliments de base (riz, haricots, huile, café, sucre, pâtes,...). On peut les acheter en supermarché pour une somme d'environ 50 reais.

sécuritaires qui sont à l'oeuvre : déplacement de la criminalité vers les quartiers pauvres de la ville, tentatives d'accaparement communautaire des forces de l'ordre au travers de la corruption locale... Les discours et actions de Ricardo et Fiona témoignent d'un désespoir quand à l'idée d'une diminution globale de la criminalité urbaine brésilienne et d'un utilitarisme pratique et communautaire dans l'organisation de la sécurité urbaine.

Il ne faut pas perdre de vue que Fiona et Ricardo sont respectivement Présidente et Vice-Président du Conseil communautaire de sécurité et que la simple occupation de ces fonctions manifeste déjà une préoccupation particulière de leur part pour le maintien de la sécurité dans le quartier. Il ne faut pas oublier non plus que leurs discours ne sont pas nécessairement ceux de tous les habitants et que par ailleurs tous les habitants du quartier ne font pas partie des groupes Whatsapp à la base de l'organisation communautaire de sécurité. Cependant, j'ai pu observer que Fiona et Ricardo reçoivent majoritairement l'appui de la population. D'autres part, ces discours et actions, bien qu'ils n'émanent que de deux individus, ne cessent pas pour autant d'avoir un fort impact sur la réalité sociale. Si tous les habitants ne partagent peut-être pas l'idée de Ricardo de déplacer la criminalité vers les quartiers pauvres ou si tout le monde ne cautionne pas la corruption des policiers réalisée par Fiona, il n'en reste pas moins que le pouvoir d'action de ces deux individus, résultant de leur élection par les habitants aux fonctions de Présidente et Vice-Président, participe, plus que l'inertie et le silence de certains, à la construction des phénomènes sociaux observés.

Volonté de déplacement de la criminalité urbaine vers les zones périphériques, tentatives stratégiques d'appropriation communautaire de la police militaire, communautarisme sécuritaire,... au même titre que les "*condominios fechados*", le projet "*Vizinhança solidária e Batalhão participativo*" s'inscrit dans le cadre de processus de ségrégation et de fragmentation sociale. Outre les inégalités économiques et sociales, outre les inégalités dans l'accès aux soins, à l'éducation ou à la justice, se dessinent chaque jour un peu plus au Brésil, des inégalités dans le domaine de la sécurité et de la protection de l'intégrité physique et patrimoniale. Les dynamiques économiques et sociales brésiliennes créent ainsi progressivement une division presque binaire de l'espace urbain. D'un côté des quartiers riches super-protégés, des enclaves sécuritaires qui recourent à un enfermement progressif derrière de hauts murs barbelés, électrifiés et surveillés par des caméras, des guérites et des gardes privés armés. De l'autre, la favela,

Dossiê Extensão universitária e sistema penal-penitenciário: aportes teóricos e experiências de luta, projetos e ações. V. 04, N. 1, Jan.-Dez., 2018.

territoire de guerre civile qui a pour acteurs principaux les gangs et l'armée et où les victimes innocentes de balles perdues ou d'assassinats arbitraires se comptent par centaines chaque année¹⁶. Entre les deux, des quartiers, tel le Conjunto dos Professores, qui essayent, avec leur moyens, de sécuriser ce *no man's land* qu'est devenue la rue. Si le Conjunto dos Professores est jusqu'aujourd'hui toujours ouvert à la circulation publique¹⁷ et en ce sens reconnaît encore l'existence d'un droit à la ville, il participe, néanmoins, dans sa quête sécuritaire à un hygiénisme social et géographique. Comme le notait déjà Teresa Caldeira en 2000 :

Ces vingt dernières années, dans des villes aussi diverses que Sao Paulo, Los Angeles, Johannesburg, Buenos-Aires, Budapest, Mexico et Miami, différents groupes sociaux, notamment issus des classes les plus aisées, ont fait usage de la peur de la violence et du crime pour justifier [...] de nouvelles technologies d'exclusion sociale (CALDEIRA, 2000).

18 ans après la publication de *Cidade de Muros*, la situation observée dans le Conjunto dos Professores témoigne de l'actualité préoccupante des thèses développées dans l'ouvrage. La recherche de sécurité justifie en effet le contrôle systématique de tout individu étranger au quartier et une tentative de mise à distance des groupes marginalisés.

Au travers des mécanismes de suspicion (par un habitant), exposition (sur les groupes Whatsapp), demande d'intervention (de la police), appréhension (de l'individu suspecté), l'entrée dans le quartier du Conjunto dos Professores devient synonyme, pour certains individus, de contrôle policier systématique. "*On a alors décidé de changer de stratégie et de passer à quelque chose de plus proactif*" me confiait le Colonel Major Lima. Dans le Conjunto dos Professores, la police n'intervient en effet pas qu'en cas d'infraction mais également en cas de présomption d'éventuelle future infraction, présomption qui est de l'apanage de tout un chacun et qui peut, grâce au projet "*Vizinhança solidaria e Batalhao participativo*", se transformer "*en moins de 3 minutes en moyenne*" en une appréhension policière. Voici un exemple de "résolution de suspicion" au travers d'une discussion sur le groupe Whatsapp, qui eu lieu le 2 novembre 2017 :

¹⁶: Le Brésil a enregistré 61 619 mortes violentes en 2016.

¹⁷: Fin 2017 a été voté un projet de loi qui autorise la fermeture des quartiers résidentiels. Tel projet avait également été adopté à São Paulo il y a quelques années avant d'être déclaré inconstitutionnel.

Rodrigo: - Jeune couple. Elle avec un tee-shirt bleu et lui avec un tee-shirt bleu marine. Ils sont dans la rue Professor José Gurgel et toquent aux portes des maisons disant qu'ils ont reçu l'autorisation du prêtre pour faire des prières. J'ai observé qu'à certaines maisons, au lieu de sonner, ils notent le numéro de la maison.

Denyse : - Quelle imagination !! Coup fourré, c'est certain !!

Pedro : - Ils sont passés chez moi dimanche, je n'ai pas ouvert, j'avais trop peur!

Jaqueline : - J'ouvre pas non plus, c'est bien trop louche

Pedro : - Quelqu'un de l'église aurait des infos ?

Lydia : - Ils sont passés ici aussi. Mon mari n'a pas ouvert.

Denyse : - Fiona, ça serait mieux de demander à la police de faire un contrôle.

André : - Oui, c'est le minimum.

Pedro : - Bien sûr.

Fiona : - La police vient de passer à côté du [centre commercial] Cidade Jardim. Mais je pense que ce sont les jeunes du Shalom. Je vais appeler la police pour vérifier. Dans tous les cas, n'ouvrez pas avant que je poste ici leur identité.

Fiona (quelques minutes plus tard) : - La police a vérifié, ce sont des jeunes de bonnes familles : Caio et Isabela Daniel, Bia Leandro et Hanna Amanda. En raison de la fête de Nossa Senhora da Apresentação, le prêtre leur a bien donné l'ordre. Vous pouvez être tranquilles. (Extrait d'une conversation sur le groupe Whatsapp "Emergencia", novembre 2017)

Avec le projet *Vizinhança solidária e Batalhão participativo*, "*La population devient les yeux et les oreilles de la police*". En conséquence, ce qui est communément appelé "délit de faciès" et dont le terme est en général uniquement utilisé pour caractériser des actions policières, peut, dans notre cas, être appliqué aux discours des participants aux groupes Whatsapp du Conseil communautaire de sécurité, dans le sens où, bien souvent, leurs paroles vont conduire à une intervention policière. Si dans l'exemple ci-dessus, les seuls caractéristiques physiques fournies pour décrire les individus suspectés furent leur nombre, leur genre et la couleur de leur tee-shirt, j'ai toutefois pu observer que la couleur de peau (toujours noire ou métisse, jamais blanche) est utilisée dans environ la moitié des cas pour signaler un comportement ou un individu suspect.

Mais l'exemple le plus frappant d'un délit de faciès dont je fus témoin eu lieu lors d'un petit-déjeuner organisé sur la place de l'église par la communauté. Alors que, pour filmer une vue d'ensemble de l'événement, je m'éloignais légèrement du groupe formé d'un trentaine d'habitants et d'une vingtaine de policiers (qui avait été invités pour

l'occasion), un jeune homme métisse assis sur un banc et dont les habits trahissaient la condition sociale m'interpellait¹⁸:

“Hé ! Tu crois que je pourrais avoir quelque chose à manger? Un café, un sandwich, n'importe quoi?...”

Aux vues de la quantité exagérée de nourriture, je lui répondais en toute bonne foi que je pensais que oui et qu'il n'avait qu'à aller demander.

- ... Tu peux aller demander pour moi? J'ai un peu honte, me confia-t'il alors.
- OK, lui rétorquais-je, je vais aller demander.”

Je retournais donc vers l'attroupement. Les gens discutaient, debout autour des tables, et je peinais à capter l'attention. Une dame d'une cinquantaine d'années s'approcha finalement de moi, ouverte à la conversation. Après quelques échanges cordiaux, je lui expliquais la demande du jeune homme assis sur le banc et l'interrogeais sur la possibilité de lui amener un bout de tarte et un café. Sa réponse fût la suivante:

- “Non non non, surtout pas ! Si on leur donne à manger, ça les attire et ensuite ils reviennent. Plus nombreux. [...] Et ce sont eux qui salissent les places et qui amènent la criminalité dans le quartier.”

La parole de cette dame illustre à merveille ce qu'il est aujourd'hui commun d'appeler “criminalisation de la pauvreté”. Pour transporter avec lui, inscrit sur son corps, des signes extérieurs de pauvreté (vêtements et couleur de peau notamment), le jeune homme du banc public, qui ne laissait apparaître absolument aucun signe d'ambition criminelle, se vit classé dans une catégorie non nommée (“ils”), mais accusée de représenter l'origine de la saleté et de la criminalité dans le quartier. Pour porter en lui et sur lui les marqueurs sociaux de la suspicion criminelle (en déformant un peu l'expression de Michel Misse), le jeune homme a été tenu à part du groupe, condamné, seul sur son banc, à observer de loin le festin.

C'est en vérité toute une classe sociale qui est ainsi stigmatisée et soupçonnée de se livrer à des actions criminelles. Dans la zone sud de Natal, et notamment dans le quartier de Capim Macio, la population est majoritairement blanche et de classe aisée, bien habillée et, au moins en apparence, en bonne santé. Dès lors, l'individu qui ne correspond pas à ces modèles et qui affiche, au contraire, une apparence

¹⁸: Malheureusement ces discussions ne furent pas enregistrées. J'ai essayé de les transcrire ici le plus fidèlement possible à la forme dont elles furent énoncées.

« périphérique » est tout de suite présumé criminel¹⁹, notamment si, en plus des marqueurs sociaux de pauvreté, l'individu est un homme et qu'il est jeune. Maria, habitante du Conjunto dos Professores et amie d'un policier militaire m'amena un jour à la rencontre de ce dernier, sur son lieu de travail, à Bom Pastor, quartier pauvre de la Zone Est de Natal. Alors que nous cherchions le commissariat de police, assis sur le siège passager de sa voiture, j'écoutais avec attention le discours de Maria²⁰:

- “Aïe aïe aïe, mais qu'est ce que je fais ici ?? Si ma famille savait que je suis ici, ils me tueraient! Olala regarde moi ça, y a que des bandits ici! Regarde celui-là! Oh mon Dieu, je dois être folle pour venir ici.”

Et quand elle se fit à l'idée que nous ne trouverions pas le commissariat tout seuls et qu'il nous faudrait demander notre chemin, elle se lança dans la quête de trouver un habitant qu'elle jugeait moins suspect que les autres. La tâche s'avéra difficile:

- “Celui là? Non non non! Il est trop louche! Et la dame assis sur le bord du trottoir à droite? Non plus! Mon Dieu y en a pas un qui m'inspire confiance ici!”

Elle passa ainsi en revue une dizaine de personnes avant de finalement prudemment oser se renseigner auprès d'un vieux monsieur.

Le discours de Maria, entrant dans un quartier pauvre de la ville, est une autre illustration idéale de la criminalisation de la pauvreté, dont les liens avec les processus de ségrégation spatiale sont ici exacerbés. Pour une habitante de la zone sud de la ville, qui ne sort qu'à de très rares occasions des quartiers des classes hautes et moyennes, les signes extérieurs de pauvreté affichés par les individus avec lesquels elle n'a presque aucun contact dans son quotidien, se confondent avec des signes extérieurs de criminalité. L'éloignement géographique, induit par le marché immobilier et par des projets urbains et/ou sécuritaires de replis sur soi des classes aisées (tel que le projet *Vizinhança solidária e Batalhão participativo*) conduit ainsi à un éloignement social et culturel qui façonne des conceptions de l'altérité difficilement compatibles avec l'ambition démocratique d'un vivre ensemble pacifié. “Cette division spatiale qui résulte principalement de la ségrégation spatiale entre classes [...] empêche l'expérience de

¹⁹: D'abord il est présumé criminel, ensuite on se demandera si c'est un ouvrier (constatation issues de la lecture des conversations sur les groupes Whatsapp de sécurité).

²⁰: Là encore, la conversation ne fût pas enregistrée et prend donc ici la forme d'une reconstitution.

contact entre individus d'avoir lieu, contribuant considérablement au renforcement des préjugés sur la base de l'ignorance et de la peur.”²¹ (LAZZARI DA SILVEIRA, 2013).

De la peur, les habitants du Conjunto dos Professores n'en manquent pas. Des préjugés non plus, comme je me suis attaché à le démontrer au long de ce texte. Ce que pointe cette ethnographie, en dernière instance, c'est un aspect spécifique et localisé du cycle de la peur et de la violence dans lequel le Brésil tout entier est engouffré depuis plusieurs décennies et dont j'ai exposé les grandes lignes dans le schéma en introduction.

Et au bout du compte, tout le monde sort perdant. Certains plus que d'autre, sans doute. Mais je ne me lancerai pas ici dans un calcul comparatif des souffrances endurées. Mon unique certitude est que le Brésil s'aventure sur un chemin dangereux, celui d'une division spatiale, ethnique, économique et culturelle, division souvent binaire, manichéiste, découpant le monde en deux grandes catégories: le bien et le mal, le *cidadão do bem* et le bandit, nous et eux.

Cette bipartition de la société brésilienne, dont on peut trouver une des principales explications dans le développement des religions néo-pentecôtistes²², réfute la thèse fondamentale qui soutient toute la construction des sciences sociales et en justifie l'existence : le postulat d'une influence centrale de l'environnement (sous toutes ses formes : économique, social, matériel, familial, naturel,...) dans la construction des êtres. Le bandit, ou tout du moins l'image mentale qu'il représente dans l'imaginaire collectif, n'est en effet bien souvent pas considéré comme un individu dont les actions criminelles pourraient en partie trouver leur origine dans son insertion au sein d'un contexte social particulier. Pour une large part de la population, il sera au contraire perçu, soit comme un individu rationnel, autonome et conscient de ses actes, soit comme un agent des forces du mal, poussé à l'action criminelle par un quelconque démon. Soit il est considéré comme *sujet* (d'une entité maléfique) soit comme *acteur* avec le maximum de libre arbitre que peut contenir le terme, mais rarement il est considéré comme *agent* (au sens d'individu à la fois agencé socialement et capable d'agir). C'est pourquoi, le bandit au Brésil, n'a que trois chemins possibles : la mort, la prison ou la conversion religieuse (TEIXEIRA, 2011). S'il est acteur, terrifiant la

²¹: Traduction de l'auteur.

²²: Sur ce point, voir notamment TEIXEIRA, 2011.

population en toute conscience de cause, alors la mort ou la prison lui seront appropriées et lui feront payer pour le désordre social dont il est la cause. S'il est sujet, objet d'une entité maléfique, soumis à l'influence d'une force obscure, la conversion religieuse fera l'affaire. Mais la responsabilité de la société civile et politique, bien rarement est mise en cause lorsqu'il s'agit d'expliquer les carrières criminelles des jeunes de périphérie. C'est, je crois, cette responsabilité sociale que Bruno Barreto a tenté de pointer du doigt au cinéma dans son film *Ultima parada 174*, en retraçant l'histoire de Sandro Barbosa do Nascimento, jeune noir de périphérie qui, en 2000, avait été la cible de la fureur nationale lorsqu'il avait pris en otage le bus 174 à Rio de Janeiro. En racontant l'histoire de Sandro, depuis le moment où il est encore dans le ventre de sa mère et jusqu'à sa mort sous les balles de la police et en exposant une vie faite d'injustices, de souffrances, de violences et de mauvaises influences, le cinéaste inscrit l'action criminelle et son auteur dans leur contexte social, celui de milliers d'enfants brésiliens. Et ceux-là mêmes qui interprètent cette action comme le résultat de l'intervention d'une entité maléfique pourraient peut-être, au visionnage de cette oeuvre, parler de "destin criminel".

Les résultats d'une telle bipartition du monde entre les bons et les mauvais sont tragiques: en plus de souffrir de violences institutionnelles, notamment dans leur accès limité aux services de soin, de sécurité et d'éducation, les jeunes de périphérie "souffrent d'une intense répression policière et voient compromis leur droit de défense au sein du système de justice criminelle, outre la violence symbolique dont ils souffrent quand ils sont jugés responsables de la violence."²³ (FERREIRA DA SILVA, 2011). "*Menos um!*" (un de moins !). L'expression est revenue plus d'une fois sur le groupe Whatsapp de la communauté à l'annonce de la mort de voleurs, qui dans leur fuite, furent abattus par les forces de l'ordre. Ricardo, lui, m'a confié expressément que "faire une révolution ça ne servirait à rien, à part peut-être si les citoyens sortaient armés dans les rues et tuaient tous les bandits". Ce genre de discours, souhaitant la mort sans jugement, incitant la police à faire feu arbitrairement sur les bandits ou sur ce qui y ressemble, est fréquent dans le Conjunto dos Professores. "Bandido bom é bandido morto!" selon l'adage populaire. "La peur réaliste du crime, dont les indices ont systématiquement

²³: Traduction de l'auteur.

augmentés ces dernières décennies, s'est transformée en effroi ou en terreur irrationnelle [...], a favorisé le retour de la dichotomie nette et absolue entre le bien et le mal” (ZALUAR, 2004) et permet aujourd'hui la prononciation publique de tels discours mortifères et déshumanisants. Loin d'être l'apanage des habitants du Conjunto dos Professores²⁴, ils bâtissent une réalité symbolique et matérielle qui, si pour l'instant déborde difficilement la déshumanisation de la catégorie du “bandit”, pourrait bien, à long terme, s'appliquer à l'ensemble de la population des périphéries urbaines. S'appuyant sur des statistiques réelles, l'historien fictionnel Diogo Fraga initie le film *Tropa de Elite 2* avec une estimation de l'augmentation de la population carcérale :

En 1996, la population carcérale brésilienne était de 148 000 détenus. Aujourd'hui, 10 ans plus tard, la population carcérale est de plus de 400 000 détenus²⁵. C'est plus que le double. Presque le triple. J'ai fait un calcul, pervers [...]. J'ai remarqué que la population carcérale brésilienne double en moyenne tous les 8 ans, alors que la population brésilienne, double tous les 50 ans. Si nous continuons ainsi, en 2081, la population brésilienne sera de 570 millions [...], alors que la population carcérale brésilienne sera de 510 millions. Autrement dit, 90% des brésiliens seront en taule! (Extrait du film *Tropa de Elite 2*, José Padilha, 2010)

Autre alternative aux pratiques assassines de la Police Militaire (ZACCONE, 2015), l'institution carcérale et l'incarcération de masse dans des conditions déplorables (RAMALHO, 2002 ; DU RAP, 2002 ; BARBOSA, 2005), s'érige en effet, au Brésil comme aux États-Unis, comme une solution pour gouverner les populations pauvres, non nécessaires au système productif et inassimilables dans le contexte de la globalisation (WACQUANT, 1998). Et pourtant :

Selon Foucault (1977:234-236), au XIX^{ème} siècle déjà, étaient faites des critiques à la prison qui se résumaient autour de ces différents points : - les prisons ne diminuent pas les taux de criminalité ; - la détention provoque la récidive ; - la prison ne cesse de fabriquer des délinquants ; - la prison rend possible, ou mieux, favorise l'organisation d'un réseau de délinquants, solidaires entre eux, hiérarchisés, prêts à toutes les futures complicités ; - les conditions offertes aux détenus libérés les condamnent fatalement à la récidive ; - la prison fabrique indirectement des délinquants, en faisant tomber la misère sur les familles de détenus. (RAMALHO, 2002)

²⁴: On retrouve ces discours aussi bien dans la bouche des politiciens ou des journalistes que dans celles des habitants des quartiers pauvres qui tentent par là de se démarquer des auteurs d'infractions.

²⁵: En juin 2016, la population carcérale brésilienne est de 726 712 détenus. L'estimation proposée dans le film s'est donc vue presque confirmée.

Entre assassinats policiers²⁶ et incarcération de masse, entre pauvreté et trafic de drogue international, la jeunesse majoritairement noire des périphéries occupe une place ingrate dans la société brésilienne. Toutes les formes de violences non reconnues par le droit positif dont elle est la cible (symboliques, économiques, institutionnelles) et celles dont elle ne peut se protéger (policières, carcérales), entraînent certains jeunes à choisir des chemins divergents (trafic, vols, associations criminelles) et à devenir des *outsiders* de la globalisation. La majorité perira avant 25 ans sous les balles de leurs “semblables-différents” des gangs ennemis²⁷. D'autres, succomberont aux assauts de l'armée dans la favela. Et certains iront voler dans les quartiers riches d'un des pays les plus inégalitaires du monde. Ce sont majoritairement les actions de ces derniers qui, du côté criminel, perpétuent le cycle de la peur et de la violence et qui, à leur échelle, meuvent le marché de la sécurité, l'idéologie sécuritaire, le développement d'un Etat carcéral et l'inquiétante ségrégation urbaine des villes brésiliennes. La faute n'est à rejeter sur personne en particulier. Chacun a sa part de responsabilité, plus ou moins grande, dans ce cycle de la peur et de la violence: les voleurs certes, mais aussi les médias qui extrapolent la peur, les entreprises de sécurité qui la vendent, les citoyens suspicieux, les policiers violents, les hommes et femmes politiques corrompus, l'urbanisation rapide, la géopolitique, le capitalisme, la globalisation, l'esclavage, l'Histoire,... En désignant un coupable, nous tomberions dans le domaine de la pensée simple. Edgard Morin nous avait averti: la réalité est complexe et le rôle des sciences sociales n'est pas de résoudre cette complexité mais bien d'essayer d'en démêler quelques noeuds (ingoldiens).

Références

BARBOSA, Antonio Rafael. **Prender e dar fuga**. Biopolítica, sistema penitenciário e tráfico de drogas no Rio de Janeiro. Tese submetida ao corpo docente do Programa de Pós-Graduação em Antropologia Social, Museu Nacional, Universidade Federal do Rio

²⁶: Entre 2004 et 2008, la police de Rio de Janeiro a tué 5600 civils suspectés de crimes, parmi lesquels 1836 enfants et adolescents. (MISSE, 2010)

²⁷: En pleine expansion ces dernières années. Voir par exemple : LESSING, 2008

Dossiê Extensão universitária e sistema penal-penitenciário: aportes teóricos e experiências de luta, projetos e ações. V. 04, N. 1, Jan.-Dez., 2018.

de Janeiro, 2005.

DU RAP, André. **Sobrevivente André Du Rap** (do massacre do Carandiru). São Paulo: Labortexto Editorial, 2002.

FERREIRA DA SILVA, Geélison. Considerações sobre criminalidade: marginalização, medo e mitos no Brasil, **Revista Brasileira de Segurança Pública**, São Paulo, Ano 5, Edição 8, Fev/Mar 2011.

HARARI, Yuval Noah. **Sapiens: Une brève histoire de l'humanité**, Albin Michel, 450 p., septembre 2015.

LAZZARI DA SILVEIRA, Felipe. A cultura do medo e sua contribuição para a proliferação da criminalidade, **Anais do 2º Congresso Internacional de Direito e Contemporaneidade: mídias e direitos da sociedade em rede**, Universidade Federal de Santa Maria, juin 2013.

LESSING, Bem. As facções cariocas em perspectiva comparativa, Dossiê Segurança Pública, **Novos Estudos**, março 2008.

MISSE, Michel. Crime, sujeito e sujeição criminal: aspectos de uma contribuição analítica sobre a categoria "bandido", **Lua Nova**, São Paulo, 2010.

RAMALHO, José Ricardo. **O mundo do crime: a ordem pelo avesso**. São Paulo: IBCCRIM, 2002.

TEIXEIRA, César. **A construção social do ex-bandido**. Um estudo sobre sujeição criminal e pentecostalismo. Rio de Janeiro: 7Letras, 2011.

WACQUANT, Loïc. De l'État social à l'État pénal, **Actes de la recherche en sciences sociales**, n°124, septembre 1998.

ZACCONE, Orlando. **Indignos de vida**. A forma jurídica da política de extermínio de inimigos da cidade do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro: Revan, 2015.

ZALUAR, Alba. **Integração perversa: pobreza e tráfico de drogas**, Rio de Janeiro: FVG, 2004.

Apresentado em julho de 2018.

Aprovado para publicação em agosto de 2018.

